

Christophe Ramaux, *Emploi. Éloge de la stabilité. L'état social contre la flexicurité*

(2006), Éditions Mille et une Nuits, mai, 320 p.

Mélanie Guyonvarc'h

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1727>

DOI : 10.4000/formationemploi.1727

ISSN : 2107-0946

**Éditeur**

La Documentation française

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 109-111

ISSN : 0759-6340

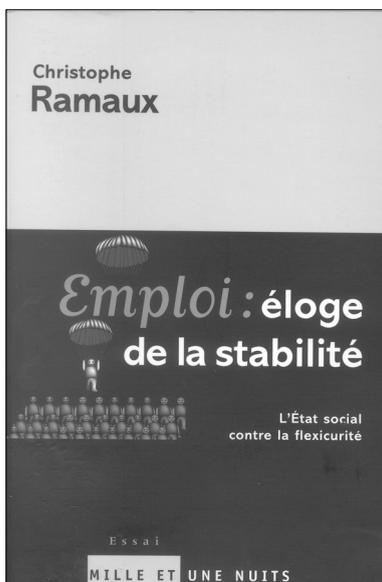
**Référence électronique**

Mélanie Guyonvarc'h, « Christophe Ramaux, *Emploi. Éloge de la stabilité. L'état social contre la flexicurité* », *Formation emploi* [En ligne], 97 | janvier-mars 2007, mis en ligne le 19 février 2009, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/1727> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.1727>

---

# Emploi. Éloge de la stabilité. L'État social contre la flexicurité

Par Mélanie Guyonvarc'h\*



Dans son ouvrage, Christophe Ramaux entend se positionner par rapport à l'ensemble des travaux relatifs à la « flexicurité ». Ceux-ci, foisonnants ces dernières années et faisant l'objet d'un certain consensus, envisagent une articulation supposée bénéfique entre flexibilité de l'emploi et sécurité des salariés. Cette proposition suppose de prendre acte de la montée des incertitudes et conclut à la nécessaire adaptabilité

des salariés aux exigences du marché du travail. Partageant ce diagnostic, nombre d'acteurs – syndicaux, patronaux, politiques (de gauche comme de droite), universitaires, experts, etc. – s'accordent à faire de la « flexicurité » la réponse privilégiée aux problèmes actuels de l'emploi en France. Sans réduire les différentes déclinaisons du concept les unes aux autres, il s'agit, dans les grandes lignes, de prendre des mesures en faveur d'une flexibilisation accrue de l'emploi et d'en définir des « contreparties » sous forme de garanties attachées à l'individu. L'objectif consiste à éviter que le salarié ne se

retrouve seul face au chômage, dans les moments de transitions entre deux périodes d'activité. La formation professionnelle devient notamment un enjeu primordial puisqu'elle occupe le salarié tout en le soustrayant des chiffres du chômage, et doit lui permettre, à terme, d'occuper les nouveaux emplois disponibles.

Au-delà de l'étude de la diversité sémantique et politique de ces propositions – « flexicurité », « sécurité d'emploi ou de formation », « sécurisation des parcours professionnels », etc. – C. Ramaux parcourt l'ensemble de ces analyses avec l'objectif clairement affirmé d'en dégager les présupposés *communs* en ce

\* **Mélanie Guyonvarc'h** est agrégée de sciences économiques et sociales, doctorante, allocataire monitrice normalienne à l'université d'Evry Val d'Essonne, avec une cotutelle de thèse à Paris X-Nanterre (Danièle Linhart). Elle s'intéresse particulièrement à la sociologie du travail. Son sujet de thèse porte sur les restructurations et le licenciement, et comment s'opère, dans les discours et pratiques d'entreprises, une forme d'intégration du licenciement au cœur des autres outils de gestion de la main-d'œuvre. Elle a notamment publié : *De la « sauvegarde de l'emploi » à la fermeture d'un centre de recherche. Étude sociologique du Plan de Sauvegarde de l'Emploi d'Aventis Pharma (2003/2006) à Romainville (Seine Saint-Denis)*. Rapport de recherche pour le Comité d'établissement d'Aventis Pharma Romainville (1993) : Réalisation d'août 2005 à juin 2006, 210 pages (à paraître).

qui concerne notamment le chômage, les politiques économiques et la formation professionnelle. C'est en cela que réside l'apport fondamental de la réflexion menée, et également le cœur des critiques qui ont été formulées à l'égard de cet ouvrage. L'auteur entend réfuter notamment deux idées principales aujourd'hui dominantes. Premièrement, les emplois d'aujourd'hui seraient intrinsèquement plus instables, du fait de la prégnance d'un nouveau modèle productif. Ce faisant, la mobilité devrait être l'apanage de tous les salariés, promis à de nombreuses transitions dans leurs parcours professionnels. Deuxièmement, les politiques économiques keynésiennes seraient complètement dépassées et inefficaces dans la lutte contre le chômage. Les facteurs explicatifs de ce dernier s'apparenteraient principalement à un défaut d'adaptation des salariés. Ainsi, employabilité, mobilité et flexibilité seraient exigées des salariés.

Dès lors, la perspective suivie par C. Ramaux consiste à réfuter ce qu'il considère comme des idées reçues, en adoptant un point de vue radicalement tranché par rapport à ces raisonnements. Tout d'abord, le choix est assumé d'envisager ensemble *toutes* les théories et propositions pratiques relatives à ce qu'il regroupe sous l'appellation « sécurité emploi-formation ». Au-delà des variantes, parfois de fond, entre ces propositions – que l'auteur ne manque toutefois pas de souligner – il en dégage la trame argumentative commune. Cette dernière converge vers une certaine naturalisation – plus ou moins appuyée selon les courants – des exigences du marché du travail en termes d'adaptabilité et de mobilité des salariés. Ceci s'accompagne d'une forme de normalisation du chômage de masse, problème central présenté comme disjoint de toute responsabilité collective. D'autre part, la réflexion menée a pour souci d'articuler, dans une même argumentation, les débats politiques et les propositions pratiques correspondantes. Elle s'accompagne de mises au point éclairantes sur les principales controverses théoriques qui parcourent l'histoire de la discipline économique. Ces débats contiennent en leur sein des divergences de nature proprement politique que l'auteur s'efforce de souligner.

L'ouvrage est structuré en trois parties. Dans un premier temps, C. Ramaux décortique l'idée selon laquelle les emplois seraient aujourd'hui intrinsèque-

ment plus instables. Il affirme au contraire que « *l'instabilité croissante de l'emploi est introuvable* » (p. 23), en invoquant différents arguments. S'il y a bien fragilisation des travailleurs, on ne peut l'assimiler à une instabilité croissante des emplois – l'ancienneté moyenne dans l'emploi n'ayant pas enregistré de baisse significative. En revanche, c'est la nature des mobilités qui s'est transformée, les mobilités choisies (démissions) laissant la place à diverses formes de mobilités contraintes (licenciements, transferts de postes). Cette substitution a partie liée au chômage persistant depuis plus de vingt ans, qui continue d'instaurer un rapport de force en défaveur des salariés. Outre le fait que le chômage reste le point d'entrée primordial pour une analyse des difficultés actuelles, l'auteur entend également réhabiliter la notion de stabilité de l'emploi, gage pour lui d'efficacité économique et de confiance dans les relations de travail. D'un point de vue plus théorique, il remet en cause la théorie de la segmentation des marchés du travail (et l'assimilation du marché et de l'organisation qu'elle présuppose), en s'appuyant sur les critiques de Marx et de Keynes, principales sources théoriques de l'auteur.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la critique des théories et propositions pratiques relatives à la « sécurité emploi-formation ». C. Ramaux montre que ces propositions, pour autant qu'elles posent des problèmes légitimes, ne constituent pas des réponses au chômage de masse. Plus problématique encore du point de vue de l'auteur, là n'est pas leur visée et les politiques économiques sont systématiquement les grandes absentes de ces analyses. Il déplore que la neutralité prônée par rapport à ces débats fasse du plein emploi un enjeu occulté par ces propositions de la flexicurité. Sur ce point primordial, ces analyses n'affirment pas assez leur rupture par rapport à la perspective néolibérale, centrée sur la volonté de réduire le coût du travail, et par rapport au modèle de *workfare* (dans lequel les allocations versées sont la contrepartie de l'acceptation de « petits boulots » faiblement rémunérés ou de formations sans finalité clairement définie). L'auteur pointe en effet le risque, en cas de report de la responsabilité de la formation professionnelle sur le seul salarié, d'une accentuation plus poussée de la privatisation des entreprises. Ces dernières externaliseraient en

quelque sorte tout ce qui n'est pas du ressort de la stricte création de valeur ajoutée, s'en remettant à la responsabilité des individus, à des cabinets extérieurs ou en dernier lieu, à la puissance publique. Il en résulterait alors une disjonction de la formation et de l'emploi, entraînant ainsi une remise en question de fond de l'ensemble du droit social. Le *learnfare* proposé ne serait pas, au final, si éloigné du *workfare*.

Enfin, l'auteur confère à la troisième partie un statut particulier, y regroupant ses propositions politiques, dans le « *sillon de l'État social* » (p. 15). Ce dernier comprend la protection sociale, le droit du travail, les services publics et les politiques économiques de soutien à l'activité et à l'emploi. Deux directions principales sont dessinées et soumises à discussion. Tout d'abord, faire du chômage un problème de la collectivité, ce qui suppose un changement radical des « *logiciels économiques* » (p. 221) et « *politiques* » (p. 228), au niveau national, mais également au niveau désormais primordial de l'Europe. À cette occasion, l'auteur retrace à grands traits plus de vingt ans de politiques économiques néolibérales et les raisons de leur échec. Ensuite, il dégage des pistes pour réhabiliter les politiques économiques, en se positionnant contre le capitalisme actionnarial et ce mouvement que les théories « sécurité emploi-formation » cautionnent pour lui de fait : une intervention qui ne s'effectuerait plus *dans* la marche *interne* des entreprises, mais en dehors d'elles.

La lecture stimulante de cet ouvrage, rythmé par des encadrés éclairants, conduit le lecteur à certains questionnements, notamment par rapport aux propositions politiques avancées. Cette déconstruction sans complaisance des argumentaires de la flexicurité et de ses présupposés s'avère opportune, et pour le moins originale, à l'heure où l'écrasante majorité des

travaux sur l'emploi prennent cet éclairage comme grille de lecture privilégiée. La lecture de l'ouvrage donne sans conteste envie au lecteur de saisir les enjeux sous-jacents à ces discussions. C'est d'ailleurs pour cette même raison que la conclusion peut paraître à certains égards déstabilisante. Reconnaisant le caractère aigu de la question du statut à donner aux sans-emploi, C. Ramaux prend acte de la multiplication des licenciements (p. 276). Ce constat le conduit alors à se déclarer relativement favorable aux déclinaisons non libérales de la « sécurité emploi-formation », si celles-ci s'inscrivent dans une politique globale de recherche du plein emploi et de lutte active contre le chômage. Si « *une certaine dialectique par rapport aux critiques avancées jusqu'alors* » (p. 274) est en partie assumée, elle pose cependant question : l'essentiel de son argumentation consistait en effet à montrer que ces théories ne posent pas les « bons problèmes », mais que des alternatives sont envisageables, en prenant pour point de départ des questionnements radicalement différents.

Reste que l'auteur en appelle à une « *sortie de la société du risque* » (p. 286) et convoque à plusieurs reprises, et à juste titre, la question des représentations sociales de l'insécurité de l'emploi, de la mobilité et du chômage. Si l'étude de ces thèmes ne peut pleinement figurer dans cette argumentation, cela souligne par ailleurs la nécessité d'une approche, encore à mener, confrontant l'analyse macroéconomique à une perspective spécifiquement sociologique, et qui interrogerait la réception de ces exigences (mobilité, adaptabilité) par les salariés, dans leur activité concrète de travail et dans leur rapport à l'emploi. Ce qui dépasse peut-être le cadre de cet ouvrage, mais s'y articule tout à fait du point de vue des enjeux mis en lumière.

---

## Référence de l'ouvrage :

---

Ramaux Ch. (2006), *Emploi. Eloge de la stabilité. L'État social contre la flexicurité*.

Éditions Mille et une Nuits, mai, 320 p.

## Les femmes changent-elles le travail ?

- **Femmes et syndicalisme : le genre comme ressource politique ?** - Entretien avec Laurence Laigo
- **Les processus de féminisation au travail : entre différenciation, assimilation et « dépassement du genre »**  
Entretien avec Nicky Le Feuvre
- **Les mutations des modes d'organisation du travail au regard de la féminisation, l'expérience des jeunes médecins généralistes** - Nathalie Lapeyre, Magali Robelet
- **La féminisation des entreprises du bâtiment : le jeu paradoxal des stéréotypes de sexe** - Stéphanie Gallioz
- **Profession agricultrice : la mise en œuvre d'un management agricole et domestique singulier** - Annie Rieu, Sabrina Dahache
- **Quand la passion s'en mêle. La mixité à l'épreuve des modes d'engagement au travail** - François Sarfati
- **Une féminisation sur fond de segmentation professionnelle genrée : le cas des policières en commissariat**  
Valérie Boussard, Marc Loriol, Sandrine Caroly
- **La féminisation des métiers et des professions. Quand la sociologie du travail croise le genre** - Guillaume Malochet
- **L'imaginaire dans les rapports de genre dans le champ du travail social** - Elian Djaoui, Pierre-François Large
- **De l'inégalité à la différence. L'argumentation naturaliste dans la féminisation des entreprises** - Irène Jonas, Djaouida Séhili
- **Parcours de Professionnalisation des Acteurs de la Transversalité : de l'activité à l'innovation collective**  
Eric Doazan, Marion Bursaux
- **La face cachée de la sociologie** - Entretien avec Odile Piriou
- **L'analyse organisationnelle au Mexique** - Luis Montano-Hirose



## Les femmes changent-elles le travail ?

- La féminisation des entreprises du bâtiment P.
- La mixité à l'épreuve des modes d'engagement au travail P.
- L'imaginaire dans les rapports de genre P.

20 € TTC France  
180 pages  
disponible en librairie,  
sur [alapage.com](http://alapage.com),  
[amazon.fr](http://amazon.fr),  
[chapitre.com](http://chapitre.com), [fnac.com](http://fnac.com)

Bon d'abonnement  
téléchargeable sur  
[www.puf.com](http://www.puf.com)

Anciens numéros (achat sur [www.sociologies-pratiques.com](http://www.sociologies-pratiques.com))

- n°9 - Alternatives associatives
- n°8 - Une sociologie en action : l'engagement de Renaud Sainsaulieu
- n°7 - Gérer l'environnement : le temps de l'action concertée ?
- n°6 - Les consultants font-ils le monde ?
- n°5 - Mondialisation : les cultures en question
- n°4 - Diriger des organisations en transformation
- n°3 - Action dirigeante et gouvernance d'entreprise
- n°2 - La modernisation du service public

Edité avec le soutien de  
l'Association des Professionnels en  
Sociologie de l'Entreprise, du  
Laboratoire Interdisciplinaire pour la  
Sociologie Economique et de  
l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

**Commande** : Tel : **01 58 10 31 63** - Presses Universitaires de France - *Département des revues*  
6 avenue Reille 75685 Paris Cedex 14 - Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de PUF

### Abonnement 2007 (2 numéros) - TVA 5,5%

	Particulier	Institution
France	42,00 € TTC	46,00 € TTC
Etranger	49,58 € TTC	54,86 € TTC